

## **CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 12 MAI 2016**

**à 19 H 30 SALLE DES MARIAGES**

### **ORDRE DU JOUR**

**Suite à la disparition de M. Jacques Demaire, Maire Honoraire de Verneuil, un hommage lui sera rendu par M. le Maire suivi d'une minute de silence.**

#### **1) Autorisation du Conseil Municipal pour la renégociation des emprunts de la commune**

**Mme ROBLOT**

Dans le cadre de la gestion de sa dette, la commune de Verneuil-sur-Avre souhaite qu'une étude soit menée pour la renégociation de ses emprunts. Pour ce faire, le cabinet Combo finance 26 rue Georges Sand 75016 PARIS est missionné pour assister la Ville dans cette démarche. D'ores et déjà, plusieurs emprunts apparaissent comme susceptibles d'être refinancés tant auprès de la caisse des dépôts et des consignations, que du crédit agricole selon les taux actuels du marché financier.

Si cette démarche aboutit, le prestataire sera rémunéré à hauteur de 50% des économies réalisées la première année. Dans le cas contraire, aucune rémunération ne sera due.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à signer les contrats de prêts issus de la renégociation, et à procéder ultérieurement, sans autre délibération, à l'ensemble des opérations consécutives à l'exécution des prêts.

En parallèle, le Conseil Municipal doit autoriser le Maire à rémunérer le cabinet Combo finance dans les conditions précisées ci-dessus.

**Voté à l'unanimité.**

## **2) Création d'un point d'accès au droit avec signature d'une convention**

**Mme DEPRESLE**

La commune de Verneuil-sur-Avre, dans le cadre de son conseil local de prévention de la délinquance, a défini sa charte de stratégie locale avec trois axes phares: la tranquillité publique, la lutte contre l'absentéisme scolaire, et l'accès au droit.

Le Point d'Accès au Droit est un lieu d'accueil gratuit et permanent permettant d'apporter une information de proximité (droits et devoirs) aux personnes confrontées à un problème juridique ou administratif.

Pour ce faire, il met à la disposition du public :

- un service d'accueil
- une aide pour l'accomplissement des démarches nécessaires à l'exercice d'un droit ou à l'exécution d'une obligation
- des informations dans différents domaines du droit
- un accès à des consultations juridiques
- un accès à des modes alternatifs de résolution des conflits
- un accès à plusieurs services de la justice

Le Conseil Départemental d'accès au droit a validé l'ouverture d'un point d'information dans notre commune, et pourra ainsi contribuer au financement de la rémunération des intervenants (avocats, huissiers ...).

Le Conseil Municipal est sollicité pour autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention avec le Conseil Départemental d'Accès au Droit qui fixe les modalités de mise en œuvre, d'organisation et de fonctionnement du point d'accès au droit, pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction.

**Voté à l'unanimité.**

### **3) Dissolution du Syndicat intercommunal pour la construction du logement dans l'Eure (SICLE)**

**Mme AYRAULT**

Dans le cadre de la mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale, M. le Préfet de l'Eure propose de dissoudre le SICLE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

A cette fin, il nous propose de définir les conditions de liquidation comme suit :

- la liste des biens que les communes membres avaient mis à disposition du syndicat et qu'elles reprennent,
- la répartition des biens propre du syndicat dissous en explicitant les différents critères retenus pour opérer cette répartition (clé de répartition, principe de territorialité..),
- la répartition des restes à recouvrer et des restes à payer,
- les modalités précises de répartition des résultats de fonctionnement et d'investissement du syndicat entre ses membres,
- la liste des membres du personnel du syndicat repris par les collectivités membres ainsi que le devenir des autres agents (reprise par d'autres EPCI en cas de nouveau transfert de compétences ou retour aux communes).

Le Conseil Municipal est sollicité pour exprimer son avis. A défaut, l'avis sera réputé favorable.

**Avis Favorable à l'unanimité.**

### **4) Contrat de prêt pour l'acquisition d'une tondeuse**

**M. GRUDE**

Il est demandé l'accord du Conseil Municipal pour autoriser la signature du contrat de prêt permettant de financer l'acquisition d'une tondeuse frontale John Deere 1535, état neuf, d'une largeur de coupe de 1.80 m, auprès de notre fournisseur LHERMITE EQUIPEMENT LOISIR de Vernouillet (28).

John DEERE FINANCIAL nous propose un contrat de prêt, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant du prêt : 24 600,00 €
- Durée du prêt : 37 mois
- Nombre d'échéances : 4

- Montant de l'échéance : 6 150,00 €
- Taux d'intérêt fixe : 0,00 %.

**Voté à l'unanimité.**

#### **5) Demande de subvention**

**M. REY**

Il est proposé de solliciter M. Bruno Le Maire, Député de l'Eure, au titre de la réserve parlementaire, pour nous aider à financer le remplacement des luminaires actuels sur l'un des deux courts des tennis couverts, par 2 canalis de distribution tétrapolaire. Ces canalis sont équipés de luminaires LED adaptés aux salles de sport.

Le devis retenu auprès de la SARL DUCHESNE ELECTRICITÉ, rue du Moulin à Tan à Verneuil sur Avre, s'élève à 15 175.50 HT €, soit 18 210,60 € TTC.

Considérant le coût des travaux, Il est prévu de les supporter sur 2 exercices.

N'ayant pas d'autres partenaires financiers sur cette opération, nous sollicitons la subvention la plus élevée possible afin de diminuer notre part d'autofinancement.

**Voté à l'unanimité.**

#### **6) Projet du parc éolien de Droisy impactant les communes de Breux sur Avre et Acon**

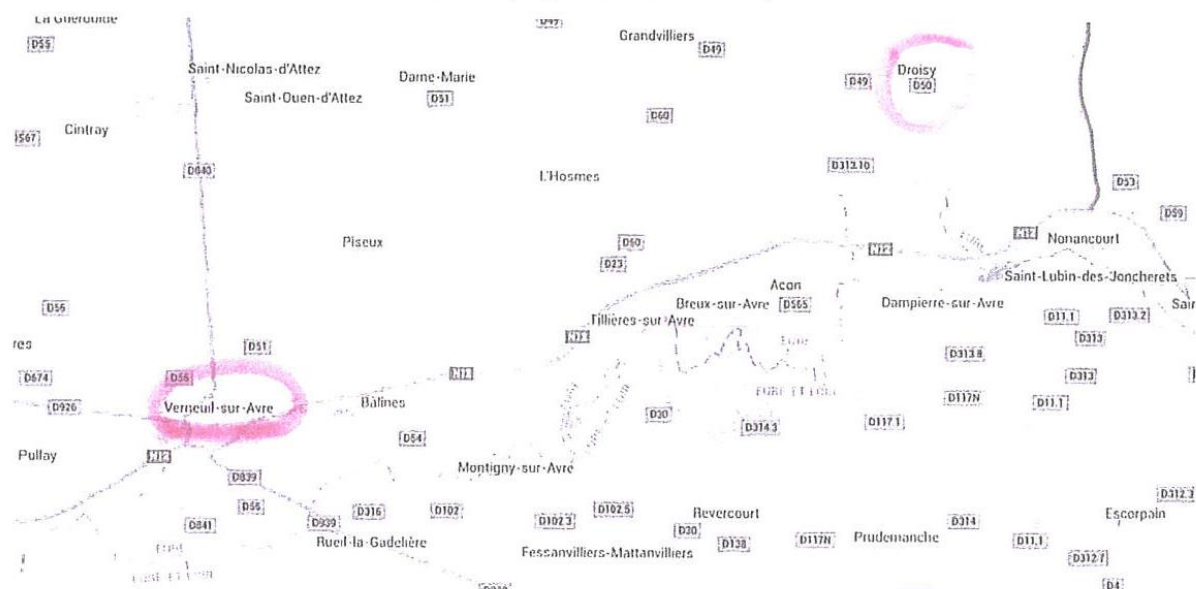
**M. BIEBER**

Ce projet prévoit d'implanter un parc de 5 éoliennes sur la commune de Droisy, dans le Département de l'Eure. Le promoteur éolien est Energie Team. Les éoliennes doivent être implantées sur des terres agricoles en exploitation et limitrophes des communes d'Acon et de Breux sur Avre. D'une hauteur de 124 mètres, il est annoncé que ces éoliennes, situées à 730 mètres des habitations les plus proches, auraient une puissance unitaire de 2,35 MW pour un total de 11,75 MW théoriques.

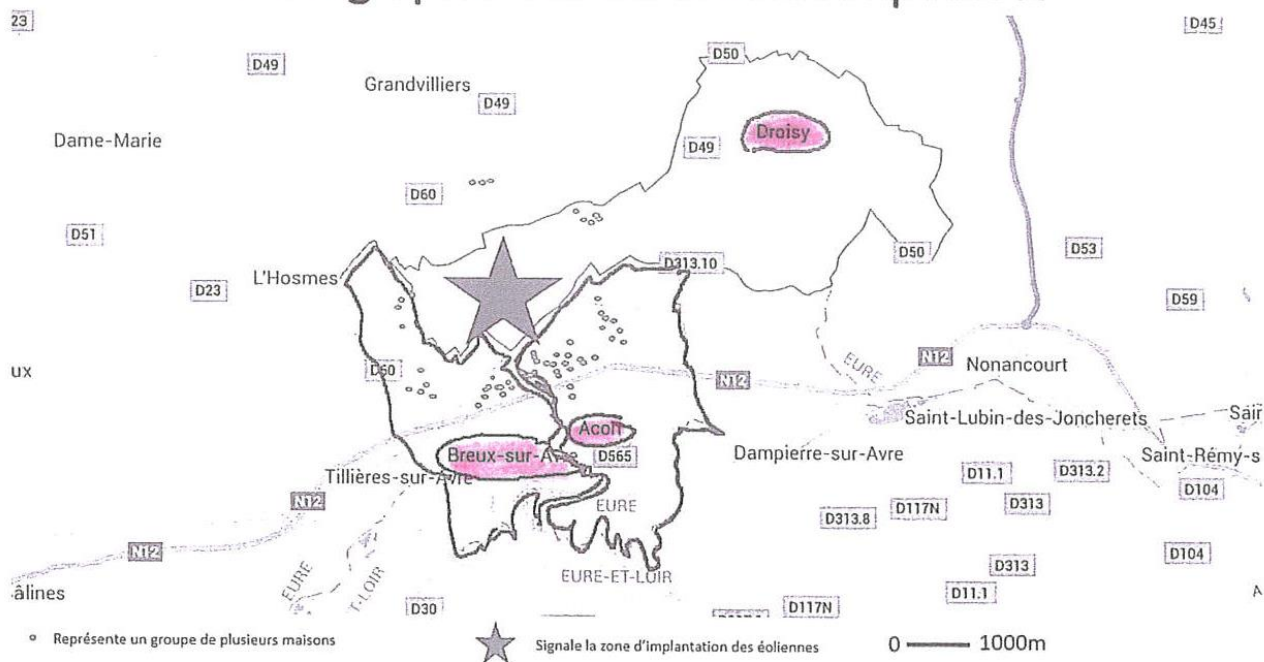
Considérant la cartographie des communes impactées, l'implantation des éoliennes à Droisy entraînerait une covisibilité entre ces dernières et de nombreux Monuments Historiques, ce qui est totalement contraire au principe de maintien de l'intégrité de la qualité patrimoniale des sites et édifices du sud du Département de l'Eure.

## Localisation du projet

Vue générale de la localisation du site du projet éolien de Droisy :



## Cartographie des communes impactées



Il est rappelé que les maires de la communauté de communes du Pays de Verneuil ont manifesté leurs inquiétudes sur ce projet de parc éolien.

Les directeurs de Cabinet et Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Eure ont à diverses reprises, reçu les élus et acteurs locaux afin de recueillir leurs doléances.

En complément de l'enquête publique qui se déroulera à l'issue de l'instruction de la demande d'autorisation par les services de l'Etat, M. le Préfet invite le Conseil Municipal à formuler un avis sur ce projet.

### **Avis défavorable à l'unanimité.**

#### **7) Fusion des communes de Verneuil sur Avre et de Francheville avec une nouvelle appellation**

**M. RIVEMALE**

Le statut de Commune Nouvelle a été créé par l'article 21 de la loi n° 2010-1563 du 16 Décembre 2010 de la réforme des collectivités territoriales, amélioré par la loi 2015-592 du 16 mars 2015 auxquels s'ajoutent les dispositions des articles 58 ter et 58 quater du projet de la Loi de Finances pour 2016.

Les dernières dispositions législatives renforcent la gouvernance des communes déléguées.

En conséquence, la création de communes nouvelles permet :

- d'anticiper les futures intercommunalités plus élargies,
- de renforcer le poids de la commune dans cette intercommunalité,
- d'assurer une meilleure représentation de son territoire,
- de développer une capacité de financement,
- d'être en capacité de porter des projets que chaque commune n'aurait pas pu porter seule ou plus difficilement.

La commune nouvelle se substitue aux anciennes communes pour :

- l'ensemble des biens, des droits, des obligations qui leur sont attachés,
- les délibérations et les actes,
- les contrats exécutés dans les conditions antérieures,
- l'ensemble du personnel de ces anciennes communes,
- l'appartenance aux syndicats dont les anciennes communes étaient membres.

Plusieurs démarches ont été entreprises pour réfléchir avec la commune Francheville à un avenir commun et à la nouvelle dénomination de la commune nouvelle.

Il est proposé : VERNEUIL d'AVRE ET D'ITON.

**Il est demandé l'accord du Conseil Municipal pour :**

- demander à M. le Préfet de l'Eure de créer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, une commune nouvelle composée des communes historiques de Francheville et de Verneuil sur Avre,
- d'approuver le nom de la commune nouvelle qui sera « Verneuil d'Avre et d'Iton »,
- décider l'implantation de son chef-lieu à Verneuil sur Avre,
- décider que la nouvelle commune sera administrée par un Conseil Municipal, constitué par le maintien des conseillers municipaux des anciennes communes et ce jusqu'au renouvellement général des conseillers municipaux,
- décider que les anciennes communes de Verneuil sur Avre et de Francheville deviennent des communes déléguées.

**Voté avec 5 oppositions.**

**8) Proposition de motion SNCF**

**M. Rivemale et M. Grudé**

**Le 22 avril 2016, un courrier a été adressé à :**

**M. Jean-Philippe DUPONT, Directeur SNCF Mobilités avec copie à :**

- M. Cédric PIATTE, Directeur délégué SNCF.
- M. Jean-Louis DESTANS, Député de l'Eure.
- M. Bruno LEMAIRE, Député de l'Eure.
- Mme Nicole DURANTON, Sénateur de l'Eure.
- M. Hervé MAUREY, Sénateur de l'Eure.
- M. Ladislav PONIATOWSKI, Sénateur de l'Eure.
- M. Hervé MORIN, Président de la Région Normandie.
- M. Alain VIDALIES, Secrétaire d'État en charge des Transports.

**et à Mme Nathalie Buisson, Directrice des gares Normandie SNCF.**

Ces courriers sont joints à la présente délibération.

Monsieur Le Maire souhaite réaffirmer sa lutte pour un service de qualité. Après lecture des courriers, les membres du Conseil Municipal, soutiennent à l'unanimité la position de M. Le Maire et souhaitent, à travers une motion que la situation de la gare de Verneuil soit réexaminée pour maintenir les services actuels.

**Avis favorable à l'unanimité.**